

TIZI-OUZOU

La hantise des kidnappings reprend

Après une accalmie relativement longue comparée aux deux années précédentes marquées par plus d'une soixantaine d'enlèvements, la question sécuritaire en Kabylie est brutalement revenue sur le devant de l'actualité ces dernières semaines.

A l'enlèvement, à la mi-novembre dernier, puis la libération, au début de ce mois de décembre, du cardiologue D. Nacerdine à quelques kilomètres à peine de la ville de Tizi-Ouzou, ont succédé deux autres kidnappings, toujours dans la partie sud de la wilaya de Tizi-Ouzou, en l'espace de vingt-quatre heures.

Une recrudescence qui inquiète au plus haut point et pose avec acuité des interrogations sur le droit constitutionnel de la «sécurité des biens et des personnes» que l'Etat doit garantir en tout lieu et moment, d'autant plus que, si l'on doit se fier au discours officiel, le terrorisme n'en est qu'à ses «résidus». S'aventurer dans plusieurs contrées de la Kabylie profonde, même aux portes de Tizi-Ouzou, relève désormais d'une entreprise à risques.

En attendant, la population vit dans l'incertitude même sans se risquer dans des déplacements comme ce fut le cas de H. Mohamed, enlevé mardi dernier dans la soirée alors qu'il vaquait à sa tâche dans l'huilerie dont son père est un des copropriétaires, mitoyen au domicile familial. Kidnappé par six hommes armés, le jeune homme a été libéré dans la nuit de jeudi à quelques centaines de mètres du lieu du rapt.

A Sidi Ali-Moussa, le 67^e enlèvement

B. M., la quarantaine, commerçant de son état, a passé le solstice d'hiver entre les mains de ses ravisseurs (un groupe terroriste écumant les maquis sud de la wilaya de Tizi-Ouzou). Il avait été kidnappé tout près de son domicile au village Sidi Ali-Moussa, dans la commune de Souk El-Tenine (daïra de Maâtkas), en fin de soirée, le mercredi 21 décembre. Le groupe armé, sans doute celui qui est également derrière tous les rapt qui se sont produits ces derniers mois dans les circonscriptions des Ath-Douala, Maâtkas, Draâ-El-Mizan..., s'en est pris cette fois-ci à ce modeste commerçant qui aura été relâché quelques heures après son enlèvement, soit le lende-

main matin (matinée du jeudi). Les spéculations allaient bon train durant le week-end sur le paiement ou non d'une rançon en contrepartie de sa libération. Beaucoup de monde a rendu visite à cette paisible famille pour la soutenir dans cette pénible épreuve. Et le climat d'insécurité et d'angoisse persiste toujours dans

cette commune qui ne dispose pour l'heure d'aucun service de sécurité. Selon un décompte «officieux», le kidnapping de Sidi Ali-Moussa est le 67^e du genre en Kabylie, mais plusieurs observateurs de la scène sécuritaire récusent ce chiffre dès lors que plusieurs rapt n'ont pas été déclarés aux services de sécurité, surtout ceux ayant connu un rapide dénouement après paiement de rançons. D'innombrables cas ont été enregistrés dans les communes des daïras de Maâtkas, Béni-Douala, Draâ-El-Mizan et Boghni sans qu'au-

cun service de sécurité ne puisse s'en rendre compte. Quelques fois, les éléments d'Aqmi se présentent tout simplement chez les familles réputées être aisées pour procéder systématiquement au racket, en menaçant de s'en prendre à un des membres de leurs familles le cas échéant.

C'est exactement ce qui s'est passé au village El-Bir, dans la commune de Maâtkas, le 18 août dernier lors de l'incursion terroriste ayant coûté la vie à 3 jeunes du village qui avaient résisté précisément à ce

chantage. Si l'on prend l'exemple de cette dernière commune où plus d'une douzaine de kidnappings s'y sont produits, on en trouve également de ces familles qui ont dû payé de fortes sommes d'argent pour échapper aux invivables angoisses inhérentes à ces histoires d'enlèvement, et ce, sans le moindre ébruitement. Pour l'heure, aucune statistique sérieuse n'a été faite à ce sujet et c'est souvent la loi de l'omerta qui règne dans plusieurs villages de Kabylie.

M. Azedine/A. Idir

Reprise du travail à l'EPSP de Ouacifs

La grève déclenchée depuis le 18 décembre courant par le personnel médical et paramédical de l'établissement public de santé de proximité (EPSP) de Ouacifs, à l'initiative des deux bureaux locaux du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) et du Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) a été suspendue, après trois jours de débrayage.

Il semblerait que la plate-forme de revendications des contestataires soit prise en charge par le directeur de la santé et de la population de Tizi-Ouzou, lequel a reçu les représentants des travailleurs et leur a promis de «prendre en charge leurs doléances», selon le D^r Imadouchène Ali du SNPSP. La

grève du personnel de la santé relevant de l'EPSP de Ouacifs a été déclenchée suite à un préavis déposé par les deux syndicats et que la direction de l'établissement n'a pas jugé utile de prendre en considération, préférant faire «la sourde oreille» aux revendications «pourtant légitimes» des contesta-

taires, notamment dans le volet portant sur l'assainissement de leur situation salariale et la perception des arriérés des rappels qui remontent à l'année 2008, c'est-à-dire depuis la création de la nouvelle carte sanitaire nationale.

L'autre revendication des «plus prioritaires», selon toujours le D^r Imadouchène, est «la reconnaissance par la direction de nos deux syndicats comme représentants légitimes des travailleurs et des partenaires sociaux», ce que n'a pas voulu admettre la direction de l'EPSP de Ouacifs à qui les contestataires reprochent également «le non-respect de ses engagements».

Il aura fallu donc l'intervention du DSP pour que les représentants des travailleurs sursoient à leur débrayage «tout en restant vigilants et mobilisés pour voir sur le terrain la véracité de ces promesses», expliquent les syndicalistes.

Hier, tous les services de la santé, polycliniques et salles de soins relevant de l'EPSP Ouacifs qui gère trois daïras, à savoir Ouacifs, Beni Yenni et Quadhias, ont repris le travail au grand soulagement des patients et avec l'espoir de percevoir leurs rappels cette semaine, «comme promis».

Sadek Aït-Salem

Taburth El-Aînçar, l'enchanteur site des Assi-Youcef

«Toute politique touristique qui occulterait les coins paradisiaques des légendaires montagnes du Djurdjura sera mal inspirée !» dira un touriste algérois rencontré au niveau de la commune d'Assi Youcef et qui découvre pour la première fois la région, particulièrement cet endroit dont il a entendu beaucoup parler à savoir Taburth el aînçar.

«Au seuil de la source», c'est là une approximative traduction de Taburth El-Aînçar, un site féérique qui se trouve à une encablure du chef-lieu communal d'Assi Youcef (daïra de Boghni), qui constitue à vrai dire une véritable porte pour escalader ce sublime versant nord du Djurdjura. En effet, c'est tout simplement un endroit féérique composé de grottes, de sources d'eau, de splendides talwegs et d'autres merveilles à vous couper le souffle en les contemplant. Pris d'assaut tout au long de l'année par particulièrement des jeunes qui arrivent des quatre coins du ver-

sant sud de la Kabylie, mais aussi d'Alger, Taburth el-Aînçar pourrait constituer l'un des meilleurs sites touristiques de toute l'Afrique du Nord, pour peu que les pouvoirs publics adoptent une politique de développement touristique dans ces magnifiques monts du Djurdjura. Car actuellement, il n'y a pas de coins appropriés dans cette commune, par exemple, pour camper et d'auberges pour ceux qui veulent passer des séjours sur ces hauteurs.

Des botanistes et autres universitaires, des varappeurs et autres grimpeurs amateurs arrivent de partout, mais souvent désenchantés par cette précarité qui frappe cette contrée pourtant si magique par sa beauté, ils repartent bredouille. C'est dire que la construction d'une auberge ou tout autre centre touristique dans cette commune serait judicieuse et un investissement sûr, car les seuls hôtels de montagne qui existent dans ce parc national du Djurdjura sont ceux de Tala-Guilef (fermé) encore et celui de Tikjda qui se situe sur l'autre versant (wilaya de Bouira). Il faut

drain rappeler, à qui l'aurait peut-être oublié, que l'Unesco a reconnu ce parc en 1997 en l'incluant dans son programme sur l'«Homme et la biosphère». C'est ainsi qu'il fut inclus également dans le réseau mondial des réserves de la biosphère. Cette distinction facilitera toute éventuelle coopération et échanges internationaux. Il convient de signaler qu'un remarquable travail a été effectué depuis des années au niveau de ce majestueux parc en matière de préservation de la faune et de la flore, car de rares espèces s'y trouvent encore, mais point de politique touristique digne de ce nom.

En tout état de cause, tout le monde sait pertinemment que le tourisme pourrait être d'un apport considérable pour ces localités déshéritées limitrophes du Djurdjura. Dans la commune d'Assi Youcef, ce secteur pourrait enclencher un réel déclin en matière de développement local, il suffirait juste de s'y mettre. Vivement la montagne !

Amayas Idir

BOUIRA

La population de Haïzer ferme la RN33

A voir les différents projets qui se réalisent un peu partout à travers la wilaya, mais surtout au niveau du chef-lieu et même du côté de la commune voisine, Taghzout, les habitants de la commune de Haïzer ont toutes les raisons du monde de monter au créneau pour crier leur ras-le-bol et leur mécontentement.

Haïzer, cette commune et chef-lieu de daïra, située à 10 km à l'est de Bouira sur la RN33, ressemble à tout sauf à une daïra. Surtout en temps de pluie comme c'était le cas mercredi dernier. Et d'ailleurs, les jeunes qui se sont rebellés en procédant à la fermeture de la RN33 à l'aide de pierres, et autres objets de fortune ont été, juste après leur action, rejoints par les plus âgés non pour les calmer mais pour leur apporter leur soutien.

«Filmez et transmettez cela aux responsables là-haut. Les jeunes ont raison de crier leur ras-le-bol. Nous n'avons rien et tenez-vous bien, nous sommes presque en 2012 et dans un chef-lieu de daïra. Vous imaginez aujourd'hui un chef-lieu de daïra sans aménagement ; avec des routes

défoncées, sans eau, ni éclairage public ? Il y a aussi le chômage. Les jeunes souffrent du manque d'emploi», dira un vieux rencontré sur les lieux.

Les jeunes, eux, qui étaient là ne cessent de parler de la marginalisation dont ils font l'objet de la part des responsables. «Nous avons une antenne de l'OPGI, la Protection civile, la daïra, mais les jeunes recrutés sont ramenés d'ailleurs alors que nous, jeunes de la commune, continuons à souffrir», diront-ils. Chez les agriculteurs, la situation n'est guère reluisante et le subdivisionnaire est pointé du doigt.

Pendant que nous poursuivions notre entretien avec les jeunes en fureur contre les responsables, la directrice de la DUC de Bouira est

arrivée à bord d'un véhicule. Là, les jeunes se sont déchaînés contre elle en refusant de l'accueillir ni même lui adresser la parole. «Nous sommes partis la semaine dernière pour la voir, nous étions une cinquantaine et elle avait refusé de nous recevoir. Comment voulez-vous qu'on l'accepte aujourd'hui ? Nous n'avons pas

besoin d'elle. Nous voulons voir le wali», diront plusieurs jeunes qui étaient très en colère contre cette responsable qui aurait promis l'entame des aménagements au niveau du chef-lieu depuis plusieurs semaines déjà. Une fois la première responsable de l'urbanisme et de la construction partie, les jeunes récla-

maient à l'unanimité la venue du wali. Ils le voulaient surtout en cette journée pluvieuse où pour traverser le chef-lieu de la commune d'est en ouest ou du nord au sud — et cela nous l'avons constaté sur place —, il vous faut une bonne paire de bottes... en caoutchouc.

Y. Y.

Perturbation dans le réseau internet

Les coupures intempestives qui ont bloqué les utilisateurs de modems wifi pendant les quinze premiers jours du mois de décembre reprennent de plus belle empêchant les milliers d'usagers de la wilaya de Bouira de profiter pleinement de leur connexion payée d'avance !

Ainsi, et après deux semaines de coupures inexplicables ayant touché les utilisateurs de modems wifi auprès des fournisseurs Fawri et Djaweb, tout deux appartenant à l'opérateur national Algérie Télécom, la joie de renouer avec internet n'a duré qu'une petite semaine pour reprendre lundi, causant un grand désappointement et de réels désa-

gréments aux internautes de Bouira. Interrogé au sujet de cette seconde coupure de connexion, un employé d'Algérie Télécom n'a trouvé aucune explication à avancer et s'est contenté de dire qu'«ils avaient transmis un rapport concernant cette coupure à la direction générale, et qu'ils attendent le rétablissement de la connexion comme tout le monde».

Reste à espérer que le problème soit pris en compte avant la fin de l'année et surtout avant l'expiration du délai des abonnements que les clients d'Algérie Télécom ont payés d'avance.

Katya Kaci